

Communiqué de presse

L'Institut PUPPEM demande à la HAS d'expérimenter sa solution avec l'argent du FOPIM.

Utiliser « la force de frappe » des laboratoires, sera nécessairement moins efficace pour l'État que d'envoyer ses propres délégués à la rencontre des médecins !

« Une force de frappe extraordinaire pour démarcher...rien de comparable du point de vue institutionnel ». C'est en ces termes que l'on a appris de la bouche même de son Président, l'intention de la Haute Autorité de Santé (HAS) de faire distribuer les référentiels qu'elle élabore par la visite médicale (VM) des laboratoires et de mettre en place « une réflexion coût/efficacité ». Un écho au communiqué de presse du LIR (Laboratoires Internationaux de Recherche), association regroupant 15 filiales pharmaceutiques françaises, qui annonçait le début de l'opération « Bon usage des soins » par laquelle ses adhérents s'engagent à diffuser ensemble à l'aide de leurs réseaux de visite médicale les recommandations de bonne pratique clinique issues de la HAS et de l'AFSSAPS.

Pour l'Institut PUPPEM : faire confiance aux visiteurs médicaux des labos pour diffuser les recommandations de bonne pratique, avis de la « transparence », conférences de consensus, avis d'experts, coûts comparatifs ou tout référentiel médical, est parfaitement illusoire. A la fois juges et parties, ils n'appuieront pas là où ça leur ferait mal ! Quelques exemples pour s'en convaincre : L'amoxicilline ou l'une des céphalosporine de 1^{ère} génération, constituent le traitement de « première intention » dans l'exacerbation de bronchite chronique ou l'angine streptococcique (AFSSAPS). Elles sont toutes aujourd'hui génériquées, et 5 à 10 fois moins chères. Qui va en parler ? Idem pour le captopril ou l'énalapril recommandés en « premier choix », devant les sartans, chez l'hypertendu insuffisant cardiaque gauche (groupe d'experts de la société européenne de cardiologie). « Le traitement et la dose prescrite doivent être par principe ceux qui ont fait leurs preuves dans les grands essais d'intervention » nous dit l'AFSSAPS pour les hypolipémiants, alors que rosuvastatine, ézétimibe et fibrates n'ont encore rien prouvé, et que ni le gemfibrozil, ni l'atorvastatine ne réduisent la mortalité totale. Dans le RGO (reflux gastro-œsophagien) sans preuve endoscopique d'œsophagite : ½ dose d'IPP, qui va le dire ? Idem pour les anxiolytiques ou hypnotiques après 65 ans...

Ainsi, seule une visite médicale professionnelle et indépendante des laboratoires est crédible pour restituer aux médecins les messages forts des référentiels médicaux. Sur les conseils de la Direction générale de la santé et de la Direction du service médical de la CNAMTS, l'Institut PUPPEM relance auprès de la HAS son projet ProGenerix. Il lui demande de financer à l'aide du fond FOPIM la phase test régionale sur un an, au 1/20^{ème}, déjà proposée par l'Institut à la demande du cabinet du ministre de la santé. Cette expérimentation serait autofinancée, puisqu'elle rapporterait 9,4 millions d'€ d'économie à l'assurance maladie, le principal financeur de la HAS, pour un coût de 4,5 millions.

L'institut PUPPEM « Pour Une Prescription Plus Efficace du Médicament » propose aux pouvoirs publics une visite médicale professionnelle et indépendante de l'industrie pour promouvoir auprès des médecins les « grands médicaments » anciens et génériqués, encore au cœur des recommandations de bonne pratique (RBP), et délaissés par les laboratoires malgré leur intérêt pour la collectivité. Le but pour les pouvoirs publics serait d'exercer enfin leur propre influence sur les médecins au moyen de l'outil le plus efficace pour changer les habitudes de prescription.